



COUVREUR DIRIGÉ PAR A. BOURAUD, A. POPELARD ET G. KZEPALI  
**LE NOUVEAU MONDE**  
 TABLEAU DE LA FRANCE NÉOLIBÉRALE  
 Éditions Amsterdam

## Le monde dans lequel on vit

Voici un ouvrage réalisé par une vaste coalition de sociologues, économistes, militants, écrivains, enseignants et autres journalistes, pas moins de 90 auteurs et autrices associé-es pour composer le tableau de ce « nouveau monde », qui n'est assurément pas celui dont nous rêvions. Un livre qui décrit et analyse, sur plus de mille pages et plus de cent articles l'emprise du néolibéralisme sur l'organisation de la société et sur nos existences, jusque dans les moindres aspects de la vie quotidienne. Chaque article approfondit une facette de ce capitalisme néolibéral y compris dans ses expressions les plus récentes sous le macronisme : séparatisme de la classe dirigeante, mépris de classe, autoritarisme. Sans oublier pour autant la parole des travailleurs ni les différentes formes d'opposition : luttes politiques et syndicales, mouvement des Gilets jaunes, écologie politique. Comme il ne s'agit pas du développement d'une pensée, d'un raisonnement, mais d'un « tableau » composé de multiples touches, on peut lire l'ouvrage du début à la fin, mais aussi en choisissant tel ou tel article selon ses centres d'intérêt ou les sollicitations de l'actualité.

Un remarquable travail collectif, un outil pour les luttes actuelles.

*Le Nouveau monde. Tableau de la France néolibérale.* Éditions Amsterdam, 29 euros. □

## Prendre contact et adhérer en 2022

*Les mobilisations se poursuivent : prenez contact près de chez vous !*  
 Pour nous écrire par **message électronique** : [attac92@attac.org](mailto:attac92@attac.org) ; pour suivre **en ligne nos activités et nos rendez-vous** : <https://local.attac.org/attac92/> et évidemment sur les réseaux sociaux 

REJOINDRE LE GROUPE MONT-VALÉRIEN  
 (RUEIL - NANTERRE & ALENTOURS)

- Réunion mensuelle chaque premier vendredi du mois à 19 h 30 à Nanterre (**proche RER A Préfecture**)

- Joindre **Bruno** : 0682 883 973 ou **Ferroudja** : 0685 941 711 ou écrire à :

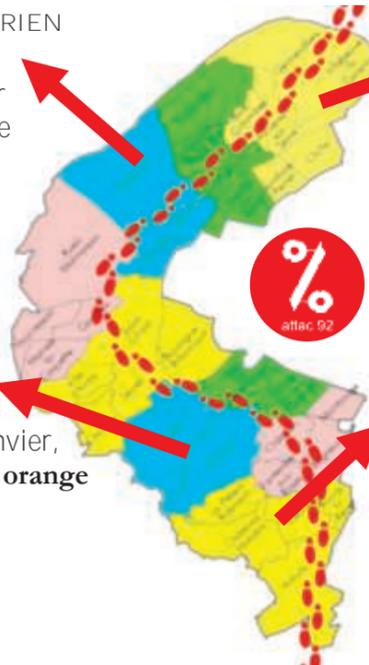
[Attac92montvalerien@attac.org](mailto:Attac92montvalerien@attac.org)

REJOINDRE LE GROUPE CLAMART - MEUDON & ALENTOURS

- Réunion mensuelle les lundis 10 janvier, **14 février, 14 mars et 11 avril à la salle orange** de la maison de sports à Clamart ; se renseigner :

<https://local.attac.org/attac92clamart/>

- Joindre **le groupe** : [Attac92clamartenvirons@attac.org](mailto:Attac92clamartenvirons@attac.org)



REJOINDRE LE GROUPE CLICHY - ASNIÈRES & ALENTOURS

- Réunion chaque dernier lundi du mois à 20 h 30 à la maison des associations de Clichy, 80 boulevard du général Leclerc

- Joindre **Pierre** : 0675 750 566 ou **Guy** : 0618 111 120

ou écrire à [attac92gp2@yahoo.fr](mailto:attac92gp2@yahoo.fr)

REJOINDRE LE GROUPE CABLES (CHATENAY, ANTONY & ALENTOURS)

- Se renseigner sur les réunions et les actions

Écrire à : [attac.cables92@gmail.com](mailto:attac.cables92@gmail.com)

Ou contacter **Daniel** : 0146 544 808 ou [co2monamour@yahoo.ca](mailto:co2monamour@yahoo.ca)

⇒ Adhérez à Attac sur le site d'Attac France (de 13 à 400 € par an, suivant vos revenus) : <https://france.attac.org/>



S'informer & Agir, un autre monde est possible \* *Le Mag d'Attac 92* \* n° 12, parution janv. - mars 2022  
 Directrice de la publication : Nathalie Levray - Dépôt légal : à parution - ISSN en cours - Tirage : 5 000 exemplaires



**Expliquer et promouvoir la justice fiscale : les deux piliers de l'Observatoire créé par Attac.**  
 Une véritable justice fiscale permet d'assurer le consentement à l'impôt, le financement de l'action publique, la réduction des inégalités et la préservation de l'environnement. Une société démocratique ne peut se passer ni d'un débat public éclairé sur les finances publiques, ni d'une politique fiscale juste. L'Observatoire de la justice fiscale a vocation d'une part à donner les clés pour expliquer la place et le rôle de l'impôt, et plus largement des prélèvements obligatoires, et d'autre part à analyser les politiques fiscales et budgétaires pour nourrir le débat tout en livrant des propositions. L'analyse est indispensable dans les prochaines semaines au cours desquelles promesses fiscales et budgétaires vont se multiplier. □

## Éditorial

### La justice fiscale, sport de combat ? Combattons !

Le triptyque infernal composé de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, du prélèvement forfaitaire unique sur les produits financiers (PFU) et de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en un maigre impôt sur la fortune immobilière (IFI) illustre bien la politique fiscale du quinquennat : alléger la contribution des plus riches et des entreprises, faire exploser la distribution de dividendes, rien de plus. Pour les 100 contribuables les plus riches imposés à l'ISF en 2017, le PFU et la fin de l'ISF ont procuré un gain de 1,2 million d'euros en moyenne ...

Si « ruissellement » il y a eu, il s'est écoulé vers le haut plombant de surcroît les recettes publiques. Les trois mesures (baisse du taux d'IS, PFU et IFI) ont coûté à elles seules la bagatelle de 35 milliards d'euros. Un coût qui passe à près de 60 milliards d'euros avec la baisse des impôts de production (10 milliards sur deux ans) et la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en allègement (environ 20 milliards d'euros par an). Un pognon de dingue qui manque cruellement aux

services publics !

Ce quinquennat est celui de l'injustice fiscale et, par conséquent, celui au cours duquel le consentement à l'impôt a connu un nouvel affaiblissement préoccupant. « En même temps », cela n'a pas empêché le pouvoir de s'attaquer à la redistribution sociale avec la baisse des allocations logement et les attaques contre l'assurance chômage, ajoutant l'injustice sociale à l'injustice fiscale.

À l'opposé de ces choix, et face aux enjeux, Attac défend une véritable justice fiscale. Pour porter haut et fort ce débat, rejoignez-nous en adhérant en ligne, [ici](http://ici), ou par courrier : [adhesions@attac.org](mailto:adhesions@attac.org) □

### Attac, qu'est-ce que c'est ?

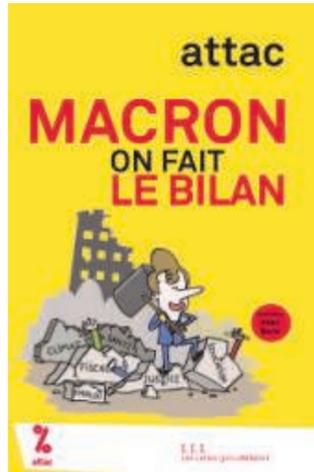
L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire, qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Elle mène des actions pour favoriser des alternatives.



ADHÉRER À ATTAC, ÇA FAIT DU LIEN PAR OÙ ÇA PASSE...

[www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

## Cinq ans de Macron, c'est long...



En 2017, la France s'est retrouvée avec un président tout neuf, qui se voulait moderne et ouvert. Un quinquennat plus tard, le jeune chef d'État a pris un sérieux coup de vieux et sa politique moderne s'est révélée n'être que le recyclage des vieilles recettes de l'idéologie néolibérale : baisse des impôts, destruction des services publics, aides massives aux entreprises sans ciblage ni contrepartie. Quant à l'ouverture, elle a été emportée par un flot de mesures liberticides, de décisions verticales et de gages donnés à la droite xénophobe. Sans oublier les *punchlines* vexatoires sur les Gaulois réfractaires, les Amish, les fainéants, les gens qui ne sont rien – bref, tous ceux et toutes celles qui n'ont pas le bon goût d'être des « premiers de cordée ». Pour faire le point sur les différentes facettes de ce quinquennat calamiteux, Attac propose son nouvel ouvrage *Macron, on fait le bilan*, et passe en revue 23 thèmes au centre de nos vies : éducation, libertés publiques, droits des femmes, culture, droits sociaux, fiscalité, accords de libre-échange, environnement, immigration. Disponible en librairie dès le 19 janvier 2022, il est à commander en ligne : <https://france.attac.org/spip.php?page=boutique>. □

## Bénéfices privés versus climat

Signé en 1994, le Traité sur la Charte de l'énergie (TCE) a été conçu pour faciliter les relations énergétiques dans le continent eurasiatique et protéger les investissements européens dans les pays aux juridictions jugées instables. Aujourd'hui il sert aux investisseurs de l'énergie à [contrer les politiques énergétiques contraires à leurs intérêts](#). L'énergéticien allemand RWE s'oppose à la sortie du charbon décidée par les Pays-Bas d'ici 2030. En France, en 2017, la loi sur les énergies fossiles (loi Hulot) aurait pu interdire la prolongation des concessions d'exploitation pétrolière, mais le pétrolier canadien Vermilion l'a contestée en invoquant le TCE. Les promoteurs du pipeline Keystone exigent, eux, quinze milliards de dollars pour renoncer à ce projet. La Commission européenne a envisagé de réformer le TCE, mais cela requiert obligatoirement l'accord des 54 signataires. Si un pays seul entreprend de quitter le TCE, le texte lui reste applicable pendant vingt ans encore. Ainsi l'Italie a-t-elle été attaquée par la compagnie pétrolière et gazière Rockhopper Exploration un an après son départ du TCE en 2016 en raison de son refus de concession de forage en Adriatique.

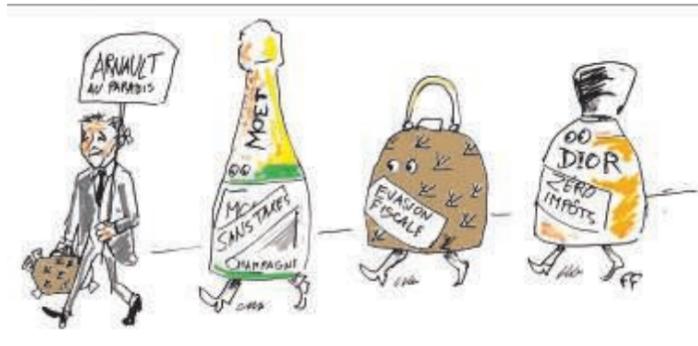
Le secteur des énergies fossiles en Europe, au Royaume-Uni et en Suisse, protégé par le TCE, vaut 350 milliards d'euros, soit le double du budget annuel total de l'Union européenne. Pour des raisons juridiques, seule une



sortie collective au niveau européen protégerait l'ensemble des pays européens et annulerait cet engagement entre les 27 pays membres. C'est l'orientation soutenue par la France. Une pétition pour l'appuyer est à signer : [ici](#). □

## Budget 2022 : dernière étape avant austérité

La loi de finances pour 2022 ne comporte aucune mesure spectaculaire, elle maintient la trajectoire antérieure. Malgré la crise, la succession d'affaires d'évasion fiscale et le bilan fiscal du quinquennat, aucune



réorientation n'est opérée. Lorsqu'il a décidé de supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et d'instaurer le prélèvement forfaitaire unique, Emmanuel Macron avait pourtant promis d'analyser le bilan qui allait être tiré de sa réforme fiscale. Les trois rapports publiés sur le sujet sont implacables : depuis l'adoption de ces mesures, les dividendes ont explosé et restent très concentrés sur les plus riches. Pourtant le gouvernement confirme son cap et affirme que le pouvoir d'achat a progressé pour tous les ménages. Sa communication préélectorale est trompeuse. En réalité, le pouvoir d'achat a baissé pour les 5 % les plus pauvres et il a explosé pour les 1 % des français les plus riches. Pire, si des dispositifs ont pu soutenir le revenu des ménages, ceux-ci sont, soit temporaires (100 € d'indemnité inflation), soit l'objet d'attaques du gouvernement (l'indemnisation chômage). Le budget 2022 ne marque ainsi ni pause, ni virage social. Le gouvernement a prévu un plan austéritaire dont les annonces attendront l'après-élections... Ne nous y méprenons pas ! □



Actions citoyennes, désobéissantes et médiatiques : Attac ne laisse pas faire le monde de la finance !

## Esplanade de La Défense : le prélèvement à la source en théâtre

Le groupe du Mont-Valérien, rejoint par des militant·es des autres groupes de proximité de Attac 92, a donné à



voir, par une saynète théâtrale jouée sur l'es-planade de La Défense, les conséquences de l'évasion fiscale sur l'hôpital public : sa destruction, à l'instar des autres services publics. Une autre façon d'approcher les citoyens et citoyennes ! Interpellé·es par les images, ils et elles ont pu discuter du lien entre l'évasion fiscale et la dégradation des services publics avec la bonne vingtaine d'adhérents et d'adhérentes présent·es. □

## Festisol 2021 : théâtre, expos et débat

A Clamart, le groupe de proximité Attac 92 Centre a, cette année encore, participé au Festisol, événement autour de la solidarité internationale organisé localement avec des associations telles que ActionAid France, GTMC-Peuples



solidaires, Artisans du monde, ACAT et CCFD et la Ligue des droits de l'homme. L'expo *Notre monde à changer* a été installée. Après la représentation de la pièce *Comment on freine ?* de

Violaine Schwartz, mise en scène et jouée par la compagnie *Chantier public*, les quelque 80 spectateurs et spectatrices ont discuté de notre consommation textile, des conditions de travail des ouvriers et ouvrières en Asie du Sud-Est, notamment de leur protection dans le cadre de la loi française sur le devoir de vigilance des entreprises, et des alternatives possibles telles que le recyclage, les échanges et l'occasion.

En savoir plus : [Vigilance 0 des multinationales françaises \(actionaid.fr\)](https://www.actionaid.fr) □

## Et aussi ...

Les collages pour dénoncer les profiteurs de la crise se poursuivent sur les murs et les panneaux d'affichage libre de nos villes, comme fleurissent les stands Attac dans les forums des associations alto-séquanais. □

